40 ans après Munich faire face aux nouveaux risques de guerre
Pages 4-5-8

A partir de lundi prochain nous publierons une série de dossiers sur l'URSS

Samedi 30 septembre et dimanche 1er octobre 1978 – No 941

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Tirer les leçons de Munich

Il y aura quarante ans Dalalier et Chamberlain fidèles à leur politique de concessions, d'apaisement et de capitulation à l'égard du fascisme hitlérien signaient les accords de Münich. Ils livraient ainsi la Tchécoslovaquie et son peuple aux nazis et laissaient les mains libres à Hitler pour poursuivre sa politique d'agression. Ayant renforcé ses dispositifs stratégiques et ses préparatifs militaires, il attaquera ensuite des pays dont il avait pu jugé du degré d'impréparation de faiblesse et d'isolement. Cette politique capitulationniste de la bourgeoisie, notre peuple notamment en paiera lourdement les conséquences.

Quarante ans plus tard le danger d'une nouvelle guerre mondiale grandit. La rivalité entre l'URSS et les USA fait rage sur les continents et les mers. L'URSS exige un repartage du globe, presse son rival sur le déclin et poursuit l'objectif de la mettre à genoux en s'emparant de l'Europe. Son offensive en Afrique, dans la mer Rouge, les pressions qu'elle exerce dans la région du golfe Persique, son mécontentement face aux tentatives des USA de stabiliser en leur faveur la situation au Moyen-Orient s'y rattachent. Mettre en place les dispositifs stratégiques dont elle a besoin, prendre le contrôle des sources et de la route du pétrole indispensable à l'approvisionnement énergétique de l'Europe, voilà son but. Tout en parlant de détente et de paix l'URSS poursuit également la course aux armements avec les USA dans le but de les dépasser et de s'assurer la suprématie. Si elle accorde tant de prix aux conférences internationales, telle celle d'Helsinki, c'est pour essayer d'endormir les peuples et de les rendre plus faibles face à ses préparatifs agressifs.

Quarante après Münich, la guerre mondiale est une éventualité que personne ne peut regarder de gaîté de cœur. Comment les peuples européens et notamment le peuple de France le pourraient-ils après avoir enduré les souffrances des deux guerres mondiales.

Mais si les peuples veulent la paix les superpuissances chercheront tôt ou tard à leur imposer une guerre injuste. Dès lors qu'elle est inévitable, il faut se préparer résolument à y faire face.

C'est l'une des leçons de Münich que l'impréparation et la faiblesse des peuples et des pays ne font qu'encourager les fauteurs de guerre, que leurs convoitises et leurs appétits n'en sont qu'augmentés. Et les sacrifices qu'ils ont à consentir ensuite dans leur résistance face à l'agresseur n'en sont que plus grands.

Quarante ans après Münich c'est une tâche capitale que de faire prendre conscience des risques de guerre au peuple, à notre classe ouvrière qui a déjà joué dans le passé un rôle d'avant-garde dans la lutte pour l'indépendance nationale. C'est en se préparant et d'abord d'un point de vue idéologique que notre peuple contribuera aux côtés des autres à gêner les plans agressifs, à retarder la guerre et à se trouver prêt, le moment venu, à affronter l'agression.

Jean QUERCY

ECOLES-UNIVERSITES

BEULLAC «Ta rentrée c'est raté !»

COMME dans la sidérurgie, la navale et dans bien d'autres secteurs, le gouvernement a prévu un plan de licenciements à l'école : 8 000 élèves diplômés en éducation physique et sportive se retrouvent sur le pavé avec le plan Soisson – 10 000 vacataires et assistants risquent aussi d'être chômeurs avec le plan Saunié-Seïté à l'université.

Beullac, le ministre de l'Éducation nationale, veut réduire encore le nombre d'enseignants en primaire et secondaire : élèves-maitres diplômés sans poste, suppléants maitres-auxiliaires au chômage, etc.

Du même coup, des classes sont supprimées, des élèves et des enfants se retrouvent entassés, et dans maints endroits, sans enseignant depuis la rentrée.

Beullac voulait faire passer ces mesures en douce. « La rentrée sera calme » a-t-il affirmé. Parents, enseignants occupent des écoles, des inspections primaires, académiques – des élèves font la grève des cours, s'organisent – les enseignants reprennent des mouvements de grève. Beullac, c'est raté !

(Voir pages 3 et 7)

Après la réouverture du bureau de l'OLP en France

Hommage à Ezzedine Kalak et Adnan Hamad

JEUDI soir, le bureau de l'Organisation de la Palestine en France organisait une soirée d'hommage à Ezzedine Kalak et Adnan Hamad, les deux martyrs de la cause palestinienne, assassinés il y a un peu moins de deux mois à Paris. Cette soirée consacrait la réouverture publique et officielle du bureau de l'OLP en France et donc l'échec des ennemis du peuple palestinien.

Présidée par l'ambassadeur d'Algérie en France, Monsieur Bedjaoui, doyen des ambassadeurs arabes, la réunion voyait s'exprimer tour à tour messieurs Abdouin, dirigeant le bureau de la Ligue arabe à Paris, Bitterlin, président de l'Association de solidarité Franco-arabe, Larivière, président de l'Association médicale franco-palestinienne, Lantin, représentant le collectif national pour la Palestine, Montaron, secrétaire de la Conférence mondiale des chrétiens pour la Palestine, Terrenoire, président d'honneur de l'Association de solidarité franco-arabe, et pour terminer. Ibrahim Souss, le nouveau responsable du bureau de l'OLP à Paris.

Tous ont rendu un hommage sincère et émouvant aux deux martyrs et à la lutte pour la Palestine qui était « *le cœur de leur vie* » comme le disait Ezzedine.

Le professeur Larivière tenait à souligner la nécessité de « *dissiper le brouillard de mensonge et de haine* », de coordonner les actions en un vaste rassemblement.

Ibrahim Souss exprimait la position de l'OLP sur les accords de Camp David. Il soulignait le désaccord de l'OLP avec toute solution au problème palestinien qui se ferait en dehors de l'OLP, pardessus le peuple palestinien et contre son unité « *dont l'OLP est le symbole* ». Il concluait que le peuple palestinien n'avait pas d'autre choix que de continuer la lutte sur tous les fronts.

De nombreux messages étaient remis à la tribune. Celui du Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste parlant du droit à l'indépendance de la Palestine soulignait qu'on ne pouvait pas régler le sort du peuple palestinien en parlant à sa place et qu'il n'y aurait pas de paix durable au Moyen-Orient sans rétablissement des droits légitimes du peuple palestinien dont l'OLP est le représentant unique et légitime.

Le message déclarait aussi :

« Et que dire de ces prétendus « amis » qui ne cessent de parler du droit à la sécurité d'Israël, droit fondé sur la négation de l'existence du peuple palestinien. Ces « amis » qui sont à l'origine de la résolution 242 qui nie l'existence du peuple palestinien ? Ces « amis » ne rêvent-ils pas d'utiliser le peuple palestinien comme un pion dans leur politique expansionniste au Moyen-Orient ? » (...)

PARIS

Ce week-end 2 journées pour connaitre le Kampuchéa démocratique (Cambodge)

Journées commémoratives à l'occasion du 18e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Kampuchea (Voir page 7).

LE MONDE EN MARCHE

Guadeloupe

Des syndicats qui représentent vraiment les travailleurs

DES trois dirigeants syndicalistes guadeloupéens emprisonnés depuis le 20 septembre ont été libérés mardi dernier. Leur arrestation n'en demeure pas moins une provocation contre le peuple guadeloupéen. En fait, il s'agit d'une volonté délibérée du pouvoir colonialiste français de détruire des syndicats qui représentent les aspirations du peuple. Voici un bref historique de leur création.

C'est le 12 décembre 1970 que les travailleurs agricoles guadeloupéens tenaient l'assemblée générale constitutive de l'Union des travailleurs agricoles (UTA).

La création de l'UTA marque le renouveau de la lutte des classes à la campagne et son extension à l'ensemble du pays.

En 1972 est créée l'Union des paysans pauvres de la Guadeloupe (UPG).

Puis la création de l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe (UGTG) marque une nouvelle étape dans l'organisation des travailleurs.

C'est à la même époque, en mai 1973, qu'est créé le Parti des travailleurs de Guadeloupe dont le programme fixe comme première étape la conquête de l'indépendance nationale et l'accomplissement de la révolution nationale démocratique.

1975 : UNE ANNÉE IMPORTANTE

L'année 1975 sera très importante pour la lutte de classe en Guadeloupe.

D'abord, les ouvriers et les paysans pauvres organisés au sein de l'UGTG et de l'UPG déclenchent un mouvement de grève. Fait important : ce mouvement s'élargit à l'ensemble du peuple pour protester contre la présence du colonialisme français en Guadeloupe.

Ensuite, à la fin de l'année, l'UPG et l'UGTG adoptent le mot d'ordre d'indépendance nationale. Désormais les ouvriers et les paysans propagent ce mot d'ordre qui s'inscrit fondamentalement dans toutes les luttes qu'ils mènent.

En même temps, ils dénoncent la ligne impulsée par la direction de la CGT (guadeloupéenne) et de la CFDT qui refusent l'indépendance nationale de la Guadeloupe.

UNE GREVE IMPORTANTE

Au début de l'année 1977, un grand mouvement de grève est déclenché dans tout le pays par les ouvriers industriels et agricoles et par les paysans pauvres à l'appel de l'UTA, de l'UPG et de l'UGTG. Ils revendiquent l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation du prix de la tonne de canne à sucre.

Ce que projette l'Etat colonialiste c'est de liquider la culture de la canne à sucre en Guadeloupe, ressource essentielle du peuple. Comme l'indiquait à l'époque un communiqué de l'AGEG (Association générale des étudiants guadeloupéens) : « *A travers la lutte contre la liquidation de l'économie sucrière, c'est la question de la libération de la Guadeloupe qui est posée : pour que les capitalistes ne disposent plus à leur gré de notre pays, pour que nous puissions vivre et travailler chez nous librement, pour que notre dignité de Guadeloupéen soit respectée, nous devons libérer la Guadeloupe des capitalistes-colonialistes français et arracher l'indépendance nationale.* »

Aujourd'hui, une nouvelle lutte est engagée contre la suppression des plantations de canne à sucre, que la Compagnie fruitière de Marseille (groupe Empain) voudrait transformer en plantation de bananes, nécessitant beaucoup moins de main d'œuvre. Encore une fois, l'UTA, l'UPG et l'UGTG sont à la pointe du combat.

On comprend donc que le pouvoir cherche à casser ces syndicats qui se sont donnés une direction et une orientation si claire.

Claude LIRIA

Manifestation contre le chômage.

Après les massacres au Nicaragua

Carter arrive

DES massacres terminés, les Etats-Unis se décident à intervenir pour régler la situation au Nicaragua. C'est mardi dernier que Somoza a accepté la médiation proposée par les USA afin de « *trouver des solutions pacifiques à la situation actuelle au Nicaragua* ».

William Jorden, envoyé spécial de Carter, a annoncé, à la suite d'une entrevue avec Somoza, la décision de celui-ci d'accepter de discuter avec l'opposition modérée.

Carter n'a pas bronché quand la Garde nationale de Somoza assassinait, par milliers, le peuple qui s'était insurgé contre la dictature qui dirige le pays. Et voilà que maintenant il se décide ! Il a laissé faire la tuerie, espérant que celle-ci décourage-rait le peuple pour les luttes à venir.

Mais cette répression qui dépasse tout ce qu'on peut imaginer n'a pas atteint son but : ce n'est la peur ni le désespoir qui sont les sentiments dominants dans le peuple, mais avant tout, la haine contre Somoza et sa Garde et un esprit de vengeance. La lutte, elle, n'est pas finie. Le peuple ne veut pas baisser les bras. De nouvelles insurrections se reproduiront si Somoza ne cède pas. C'est pourquoi, craignant pour leurs intérêts, les USA préfèrent trouver une solution de rechange.

L'opposition a fait savoir qu'elle était d'accord pour entamer des discussions, mais sous plusieurs conditions : premièrement la levée de l'Etat de siège, deuxièmement, la libération de tous les prisonniers capturés lors de l'insurrection et enfin l'assurance que les pays médiateurs (les USA ne veulent pas se charger seuls de cette tâche) soient garants de l'accord éventuel.

Face à ces exigences, Somoza a répondu qu'il allait libérer des prisonniers sauf « ceux qui se sont rendus coupables de crimes contre l'ordre public, d'attaques contre les garnisons de la Garde nationale, ... » bref, il est prêt à libérer tous ceux qui n'ont pas participé à l'insurrection. Ainsi, six personnes faisant partie du Front élargi de l'opposition ont pu sortir et c'est tout...

Quand à l'Etat de siège, il serait levé le 12 octobre.

Par ailleurs, Somoza aimerait que les pays médiateurs soient composés de l'Argentine et du Chili...

Préserver ses intérêts, c'est là tout ce qui guide la politique américaine. Si aujourd'hui elle agit de manière à aboutir à une solution de de rechange, elle n'exclut pas la reprise de maniere forte, ce qui explique les centaines de mercenaires arrivés ou prêts, à venir au Nicaragua. Dans des journaux de Floride, les petites annonces appelant les tueurs ne manquent pas.

Évelyne LE GUEN

Chine

Les cadres ne sont pas des mandarins

LES journaux chinois publient en bonne place des articles affirmant que les cadres du Parti et du gouvernement sont au service du peuple, « *et non des mandarins leur montant sur le dos.* » Il s'agit de s'opposer à ce que certains cadres n'usent de leur poste pour faire preuve d'autoritarisme et se procurer des avantages alors qu'en Chine les cadres doivent se mettre au service du peuple. Plusieurs journaux chinois ont publié ces temps-ci des reportages critiquant les attitudes bureaucratiques de certains cadres et leur demandant de changer.

Ainsi, un rapport d'enquête ratifié par le Comité central explique que dans le district de Siunyi, province du Chensi, un petit nombre de cadres ont fait preuve d'autoritarisme, ont imposé aux paysans des amendes pécuniaires ou en nature. Alerté par la population qui envoya des lettres au Comité central, le Parti a aussitôt envoyé des enquêteurs.

Pour résoudre le problème, le Comité provincial du parti a sanctionné les cadres qui avaient gravement enfreint la loi et la discipline et demandé aux autres de changer rapidement et de réparer les dommages causés. Quant au comité de province, il a lui-même fait son autocritique pour ce qui est de la direction.

Le *Renmin Ribao* a publié aussi la lettre d'une jeune femme, comptable dans une usine de Wentchéou. Elle explique que, persécutée du temps de la Bande des Quatre, pour avoir dénoncé un cadre qui recrutait les ouvriers comme bon lui semblait et qui falsifiait les comptes des salaires, elle avait continué à être critiquée même après la chute des Quatre, jusqu'à l'année dernière. Aujourd'hui, le Comité de parti de sa ville a exclu du Parti et privé de ses responsabilités le dre malhonnête, l' a relevé de ses responsabilités et a félicité la jeune femme pour son esprit de lutte, il lui a redonné le travail q qu'elle avait perdu, rétabli son salaire en lui payant l'arriéré.

Le journal conclut : « *Cette résolution du problème est nécessaire et on ne peut plus juste. Sinon les droits démocratiques et la sécurité des masses populaires ne sauraient être garanties.* »

Les journaux réaffirment que la bonne tradition qui a toujours prévalu dans le Parti communiste chinois veut que « *les cadres soient des serviteurs du peuple et non des mandarins leur montant sur le dos* ».

Rétablir l'autori – tarisme ou lutter contre ?

En lisant de tels témoignages, certains lecteurs peuvent s'étonner : « *Comment se fait-il qu'il y ait de l'autoritarisme en Chine ?* ».

En réalité, il n'est pas étonnant que de tels phénomènes se produisent en Chine, pays socialiste où les classes et les contradictions de classes persistent. Les Chinois eux-mêmes expliquent que la lutte de classe continue dans leur pays avec l'énorme différence qu'ici c'est la classe ouvrière qui a le pouvoir et s'en sert à la fois pour lutter efficacement contre les ennemis et régler aussi les contradictions qui apparaissent au scin du peuple.

Ces contradictions se manifestent très concrètement par l'existence, par exemple, de phénomènes de bureaucratisme ou d'autoritarisme chez certains cadres qui pourraient à terme les amener à se détacher de la masse des travailleurs. Après avoir renversé la Bande des Quatre, le peuple chinois a redonné à maints cadres qu'elle avait persécutés la place qui leur revient dans l'édification du socialisme. En même temps, le Parti communiste chinois rappelle que la tâche des cadres à la place où ils se trouvent est de se mettre au service du peuple.

Voici d'ailleurs la liste des huit recommandations pour les cadres du Parti et du gouvernement, encore rappelées récemment :

1) Souciez-vous de la vie des masses.
2) Participez au travail collectif.
3) Traitez les gens d'égal à égal.
4) Consultez les masses dans le travail et traitez les affaires équitablement.
5) Ne faites qu'un avec les masses et ne recherchez pas les privilèges.
6) Faites des enquêtes avant de vous prononcer.
7) Traitez les affaires selon les conditions réelles.
8) Améliorez votre conscience prolétarienne et élevez votre niveau politique.

Claude LIRIA

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel.

DANS L'ACTUALITE

Décret Barre-Saunier Séité

Un plan de licenciement pour l'université

LE vendredi 29 septembre, une manifestation nationale des personnels enseignants de l'enseignement supérieur se déroulera à Paris à l'appel du SNES(SUP) et du SGEN(CFDT), ainsi que de deux associations nationales d'enseignants non titulaires. Ce rassemblement place Saint-Germain-des-Prés, constitue le moment fort de deux journées de grève, décidées après la publication au journal officiel du 21 septembre d'un décret réorganisant l'emploi des assistants d'université.

.Pourquoi cette immédiate mobilisation syndicale ? Il faut tout simplement constater que le décret organise un véritable plan de licenciement massif pour les assistants, soit environ le tiers des enseignants du supérieur. Ceux-ci doivent dés maintenant solliciter le renouvellement de leur fonctions pour l'année en cours. Combien seront renouvelés, combien licenciés ? Nul ne le sait. La première conséquence de cette situation : la rentrée dans les universités est techniquement impossible. Comment en effet organiser un emploi du temps sans savoir qui sera en poste ? Les assistants « remerciés » seront soit nommés en lycées (n'importe où en France et au détriment des maîtres-auxiliaires !), soit réduits au chômage.

RESTRUCTURATION DU « MARCHÉ » UNIVERSITAIRE

Les assistants qui ne feraient pas partie de la première charrette peuvent encore être « évacué » de deux ans en deux ans. Ils ne seront plus autorisés à donner des cours, tâche noble réservée aux grands professeurs. Par contre, ils sont censés faire de la recherche scientifique. Mais comment entreprendre quelque chose de sérieux avec cette menace de licenciement constamment au-dessus de la tête ? De toute manière, sauf un petit nombre qui pourra passer titulaires (maîtres-assistants), au bout de cinq ans les autres seront à leur tour licenciés ! Tout ceci vise à créer entre assistants une concurrence effrénée, à favoriser le « lèche - bottisme » des grands patrons d'université, dont la fraction réactionnaire ne va pas manquer de relever la tête. Adieu à ce qui pouvait rester des conquêtes de mai 1968, et qui, dans certaines universités, pouvait ne pas être négligeable.

Tout ceci n'est en réalité que le bout de l'oreille d'un plan bien plus vaste. Une loi est d'ailleurs en préparation dans les cuisines du ministère, qui sera dévoilée devant le Parlement au printemps prochain. Mais le décret actuel en laisse déjà deviner le sens : création d'un « vivier » de jeunes chercheurs non-titulaires dans lequel seront puisés un petit nombre de « bons » éléments conformes aux vues gouvernementales, fermeture de nombreuses formations dans les universités jugées trop petites... ou trop remuantes, accentuation de la mobilité des enseignants et des étudiants qui devront aller chercher bien loin de chez eux.

Voilà tout un programme, bien à la sauce Barre, décidément expert en matière de licenciements et de restructuration ; un programme bien sur mesure aussi pour le ministre Sauniér-Séité dont l'appétit de casse est sans limite : ce n'est pas l'université de Vincennes seulement qu'elle veut asphyxier, mais bel et bien imposer les vues du capitalisme à toute l'université.

La lutte contre tout licenciement de vacataire ou d'assistant, contre les plans du capital sur l'enseignement supérieur, ne fait que commencer !

Procès de Tunis

Les avocats des syndicalistes sont exclus

Hier s'ouvrait à Tunis le procès des dirigeants de l'UGTT arrêtés après les manifestations de janvier dernier. Alors que la première audience, début septembre, avait déjà connu de violents incidents et que les avocats de la défense avaient demandé le report (pour avoir le temps d'étudier les dossiers), l'audience d'hier a été interrompue par l'exclusion de 59 avocats *« pour atteinte à la dignité de la cour »*.

Les avocats, en particulier le principal avocat de l'affaire, Me Mansour Cheffi, et l'avocat d'Habib Achour (secrétaire général de l'UGTT), Mohamed Bellelouna, ancien ministre de la Justice et ancien bâtonnier, ont vivement protesté contre le déroulement du procès — un « huis clos » puisque les familles des accusés n'avaient pas été admises à l'audience —, contre les contrôles sévères de la police et l'interrogatoire séparé des accusés. Ils réclamaient aussi un report supplémentaire car il leur faut 72 jours pour la lecture d'un dossier d'accusation.

Me Bellalouna a été exclu à la suite de ses protestations et les 75 autres avocats se retirèrent en solidarité.

Après délibération, la cour a décidé de commettre d'office 17 avocats parmi les 76 et d'exclure les autres.

Par ailleurs, les délégations des syndicats français, CGT, CFDT et FEN, ont été expulsés de Tunisie hier et n'ont pu assister au procès.

Jeudi soir,
1200 personnes ont assisté au meeting organisé par la CISNU

Avec le peuple iranien

La salle B de la Mutualité, à Paris, était pleine (1 200 personnes) pour le meeting de soutien à la lutte du peuple iranien pour la démocratie et l'indépendance nationale.

Le meeting était organisé par l'Union des étudiants iraniens en France (CISNU) dont l'orateur raconta longuement la lutte du peuple d'Iran contre le régime du Shah, mettant en avant la force invicible d'un peuple insurgé.

Puis prirent la parole les représentants des partis et organisations marxistes-léninistes françaises venus apporter leur soutien.

Au nom du Parti communiste marxiste-léniniste, Pierre Bauby, après avoir rappelé le soutien total de notre Parti à la lutte du peuple iranien, devait préciser que *« la lutte du peuple iranien est aussi dirigée contre l'impérialisme (...) Le régime du Shah reste largement sous la dépendance des USA, malgré certains efforts pour sortir du sous-développement, acquérir les bases d'une industrie qui lui est propre (...) »*

Pierre Bauby devait aussi préciser que *« le peuple iranien est aussi confronté à l'autre superpuissance qui a entrepris de supplanter son rival américain : le social-impérialisme. »* Il a ensuite dénoncé la campagne de calomnies lancée par le Kremlin contre la Chine et son dirigeant, le président Houa Kouo-feng. Il devait rappeler que Houa Kouo-feng avait déclaré en Iran : *« Les affaires d'un pays doivent être prises en main par son peuple lui-même. »*

Le camarade Bauby devait conclure en précisant que *« notre soutien au peuple iranien dans sa lutte pour la démocratie et l'indépendance nationale ne saurait être total sans la dénonciation des manœuvres des dirigeants du faux Parti communiste français (...). Comment pourraient-ils soutenir réellement le peuple iranien alors qu'ils défendent la politique d'expansion et d'agression de l'URSS ? »*

«Ce n'est pas le cœur qui est atteint mais c'est le cuir qui est attaqué»

En Loire atlantique, avec les Cadiot les paysans s'attaquent pour la première fois de front à la 3e banque mondiale, le Crédit agricole

CE Crédit étrangle les paysans ! C'est en scandant ce slogan qu'une manifestation de plus de 500 personnes, en majorité des paysans, s'est dirigée vers le siège central du Crédit agricole, le jeudi 28 à Nantes. A travers le soutien aux époux Cadiot dont le mari continue la grève de la faim commencée depuis plusieurs jours, cette manifestation était d'abord la première lutte directe de paysans contre la banque « des fleurs et des petis oiseaux », une banque qui comme toutes les autres prospère par l'exploitation des travailleurs.

Les époux Cadiot, un couple de paysans qui aux alentours des années soixante « se sont lancés » sur une cinquantaine d'hectares en fermage, puis qui, militants syndicaux, ont volontairement cédé près de la moitié de l'exploitation à un jeune pour qu'il s'installe.

Aujourd'hui, ils élèvent, ou plutôt, élevaient des génisses, car le Crédit agricole, en paticulier à cause de leur militantisme syndical leur a refusé tout prêt. Or, pour cette catégorie de paysans qui n'a qu'une capacité d'autofinancement réduite, ces prêts sont vitaux, à cause des investissements importants (achat de matériel, de terres) etc... que nécessite le travail de la terre aujourd'hui.

Entre un ouvrier qui emprunte un ou deux millions et un paysan qui en a emprunté quarante, il y a beaucoup de différence. Pour pouvoir emprunter pareille somme, il faut déjà être un peu « capitaliste » direz-vous ?

Les apparences sont trompeuses ; très souvent le paysan qui emprunte cette somme n'a rien, il devra trimer toujours plus pour pouvoir faire face aux échéances car les revenus des petits et moyens paysans baissent toujours davantage. Bref, ils devient l'esclave du Crédit agricole, et si un jour, ils n'arrivent pas à rembourser, cette banque mettra la main sur leurs biens.

Cadiot, suite à sa grève de la faim souffre à nouveau de troubles intestinaux. Les nuits sans sommeil' à cause du comportement de certains individus manipulés par ceux qui sont hostiles à la lutte et qui viennent faire du bruit la nuit, l'ont aussi affaibli, il devra sans doute être hospitalisé rapidement.

Aujourd'hui, cet éleveur qui a du passer outre à la honte que suscitent les dettes en milieu paysan et lutter plutôt que de se réfugier dans l'alcool en est au stade où le Crédit agricole coupe l'argent.

Les patrons de la Caisse de crédit doivent commencer à s'inquiéter sérieusement car des paysans en manifestation venaient leur poser leurs revendications, cinq au total, dont une en particulier ayant pour objet la reconnaissance du fait syndical.

Le directeur de la caisse refusa de voir la délégation complète des travailleurs, en particulier Annick Cadiot. Finalement, après des négociations au travers d'une porte, il fut contraint de recevoir trois paysans. La discussion bien sûr ne donna rien, mais le fait même d'être obligé d'ouvrir la porte constitue une « petite » victoire sans doute, mais combien importante, car elle est le point de départ d'une lutte contre une banque gigantesque, la troisième banque mondiale.

« Ce n'est pas le cœur qui est atteint, mais c'est le cuir qui est attaqué ». On était habitué surtout aux luttes pour le foncier à la campagne, (Affaire Busnot). Ce qui s'est passé hier est le point de départ de la lutte contre un autre affameur des petits paysans : le Crédit agricole. En effet beaucoup d'agriculteurs ont à affronter le même problème que les Cadiot. On apprenait aussi que plusieurs cas semblables au leur existaient dans le département de Loire-Atlantique ainsi qu'en Mayenne où l'on en compte huit cents.

La FGA-CFDT, la section CGT de la Caisse nationale du Crédit agricole, le SGEN-CFDT du lycée de Saint-Mars-en-Jaille, des enseignants aussi qui ont fait une grève de une heure soutiennent la lutte des paysans.

Mais néanmoins ce soutien est encore faible. Pourtant, même sans être sur place, les ouvriers et les autres travailleurs des villes peuvent et doivent soutenir ce mouvement. En effet, hier les paysans ont non seulement posé des revendications au Crédit agricole, mais aussi ils ont lancé un appel pour que tous ceux qui ont de l'argent au Crédit agricole le retirent afin d'amener cette banque à ouvrir des négociations avec eux, et ils s'engagent par avance à soutenir les employés qu'éventuellement le Crédit agricole voudrait licencier à cause de cela.

De plus, l'argent pour vivre leur ayant été refusé, ils lancent une souscription nationale pour les Cadiot (nous donnerons le No de CCP dans un prochain numéro).

Souvent derrière les boîtes qui licencient les ouvriers, on trouve Paribas, la Société générale, etc... Les paysans aussi sont étranglés par un autre requin de la finance, le Crédit agricole ! Cela prouve bien que travailleurs des villes et de la terre ont le même ennemi, et la nécessité de renforcer le soutien mutuel.

René BRÉAND

40 ans après Munich !

(Déclaration du CC du PCML)

NOUS reproduisons ci-dessous le texte de l'intervention prononcée le 30 septembre à Münich, au meeting international organisé par la revue allemande *Théorie et pratique du marxisme-léninisme*.

Au nom du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste, je veux d'abord vous transmettre les plus chaleureuses salutations militantes des membres et des sympathisants de notre Parti. Nous voulons aussi féliciter et remercier la revue *Théorie et pratique du marxisme-léninisme* pour l'initiative qu'elle a prise d'organiser dans la ville même où, il y a 40 ans, furent signés les honteux accords de Munich.

Comme vous le savez, le gouvernement bourgeois de notre pays participa aux négociations de Münich qui réunirent autour d'une même table les représentants des puissances de l'Axe, impérialisme allemand en tête, et ceux de la France et de l'Angleterre. Comment ne pas clamer notre indignation devant le fait que des gouvernements discutaient là du dépècement de la Tchécoslovaquie, sans avoir invité aucun de ses représentants, et en tenant aussi à l'écart le seul pays qui s'était engagé fermement à assurer la défense de la Tchécoslovaquie, l'Union soviétique de Staline ?

Hitler venait à peine d'avaler l'Autriche. Les gouvernants français savaient parfaitement ses ambitions. Comment auraient-ils pu croire qu'il allait s'arrêter là, malgré tous les mensonges de sa machine de propagande ?

En vérité, la bourgeoisie française s'aveuglait elle-même du fait de sa haine contre l'URSS, le pays des travailleurs. Elle n'avait pas accepté que la Russie échappe au monde capitaliste au lendemain de la Révolution d'Octobre. Mue par ses intérêts de classe, elle s'efforçait de pousser Hitler à faire la guerre à l'Est pour en tirer ensuite profit.

L'attitude de l'URSS fut à ce moment parfaitement conséquente et profondément juste. Sans nourrir la moindre illusion sur la nature réactionnaire des gouvernements occidentaux, elle s'efforça de trouver avec eux des accords, de façon à constituer le plus large front uni contre l'impérialisme allemand, qui était à l'époque le plus dangereux et le plus agressif. Avant Münich, le gouvernement soviétique fit savoir qu'il était prêt à défendre sur tous les plans, y compris sur le plan militaire, la souveraineté menacée de la Tchécoslovaquie. Après Münich, tout en dénonçant sans relâche la trahison signée par les gouvernements occidentaux, il continua à mener des négociations avec eux pour constituer un front uni anti-hitlérien. Et quand ces justes efforts s'avérèrent vains du fait des hésitations des pays capitalistes occidentaux, alors le gouvernement soviétique signa avec le gouvernement allemand un accord tactique de façon à obtenir un répit nécessaire pour préparer la défense du pays.

Dans notre pays, la trahison de Münich fut accueillie par beaucoup avec soulagement. Ardemment attachés à la paix, beaucoup de gens se laissèrent duper par les paroles mensongères du premier ministre Daladier, qui prétendit à son retour qu'il rapportait la paix pour dix ans.

Face à cet océan de démagogie et de mensonges, seul le Parti communiste dit la vérité au peuple, sans attendre une minute. Seul, il expliqua clairement que la capitulation face à une puissance agressive ascendante ne peut que l'encourager à aller toujours plus loin. Seul, il dit que Munich accélérait la marche à la guerre.

Certes, la tâche des communistes n'était pas facile. De partout, la presse bourgeoise les accusait d'être des bellicistes, d'être pour la guerre. Dans les assemblées où ils venaient dire la vérité, on les menaçait parfois de mort... Ils luttaient entièrement à contre-courant.

Et pourtant, n'avaient-ils pas profondément raison ? Moins de six mois après, l'impérialisme allemand asservissait la Tchécoslovaquie. Puis il s'attaquait à la Pologne. Et moins de deux ans après Münich, c'étaient les pays du Bénélux et notre pays qui étaient attaqués — et la bourgeoisie française n'avait rien fait pour défendre le pays. Là encore, les communistes furent presque les seuls à réclamer une véritable défense du pays, à exiger de la bourgeoisie qu'elle prenne les mesures qui s'imposaient. Et quand le pays fut occupé, ils furent parmi les premiers à se lancer, en actes et non seulement en paroles, dans la lutte armée contre l'occupant.

L'agression de 1940 contre la France — et, sur un plan plus général, le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale — fut la conséquence directe de la capitulation de Münich. L'impérialisme allemand avait obtenu l'assurance d'une non-intervention occidentale en cas d'agression contre la Tchécoslovaquie, il avait obtenu le répit nécessaire pour accumuler les forces dont il avait besoin pour se lancer dans de plus vastes opérations militaires.

On sait ce que cela coûte aux peuples du monde entier : des millions de morts, la barbarie, la misère, les dévastations, la destruction de tout le labeur pacifique du peuple. Rien que pour notre pays : 600 000 morts, un pays dévasté, cinq ans d'occupation militaire, de misère et de terreur nazie...

Et si Münich n'avait pas été signé ? Si les gouvernements occidentaux n'avaient pas satisfait l'appétit de la bête immonde ? Certes, on ne peut pas refaire l'histoire. Mais on sait que l'impérialisme allemand hésitait à se lancer à l'assaut de la Tchécoslovaquie, qu'il craignait une riposte occidentale et soviétique. Si Münich n'avait pas été signé, la guerre aurait été retardée, et peut-être évitée, du moins dans l'ampleur qu'elle eut... Et c'est bien à cela que travaillait l'Union soviétique...

Mais nous ne sommes pas des rêveurs. Si nous commémorons aujourd'hui, ensemble, la trahison de Münich, ce n'est pas pour verser des larmes amères, mais pour tirer les enseignements, pour nous, pour aujourd'hui.

Certes, l'impérialisme allemand, la RFA, n'est plus l'ennemi principal des peuples. Si certains s'efforcent toujours de la faire passer pour « revancharde » et « belliciste », ce n'est que pour mieux masquer la montée de la superpuissance russe, qui apparaît chaque jour davantage comme l'ennemi des peuples le plus dangereux et le plus agressif.

Cette superpuissance qui, trente ans après Hitler, a envoyé ses troupes occuper la Tchécoslovaquie pour l'asservir entièrement, et qui, depuis, attise le feu de la guerre impérialiste aux quatres coins du monde, au Zaïre, en Erythrée, en Indochine, etc. et y place ses pions.

Cette superpuissance qui utilise des pays étrangers, comme Cuba, et maintenant le Vietnam, pour attaquer des pays indépendants comme le Kampuchea démocratique.

Cette superpuissance qui, à l'intérieur, accumule ses forces militaires, tout comme l'avait fait Hitler en 1933-38.

Cette superpuissance qui n'a à la bouche que le mot de « paix » et de « détente » — tout comme Hitler jusqu'à la veille et au lendemain de chacune de ses agressions.

Et aujourd'hui comme hier — bien que le monde ait profondément changé depuis trente ans et que les situations soient profondément différentes — les bourgeoisies des pays du « second monde » accordent crédit aux paroles de paix de la superpuissance russe, elles l'aident à accroître son potentiel militaire — même si de temps à autre, certains politiciens bourgeois analysent lucidement la menace soviétique et prennent même des mesures pratiques, bien évidemment en fonction de leurs propres intérêts de classe, comme ce fut le cas, au mois de mai dernier, avec l'envoi par la France d'une aide militaire au Zaïre pour aider à chasser les agresseurs pro-soviétiques.

De tous les marchands d'illusions dans notre pays, de tous les partisans de la politique d'« apaisement », les dirigeants du PCF sont les champions. Peut-être critiquent-ils de temps à autre certains aspects du régime intérieur soviétique, mais ils soutiennent encore presque intégralement sa politique agressive et la font passer pour une politique de paix.

Beaucoup de gens en France ne voient pas encore nettement le danger de guerre. Ceci n'est pas un fait étonnant : le social-impérialisme soviétique n'est apparu que depuis deux décennies, notre peuple n'en a pas encore fait l'expérience directe, et, en plus, il n'est jamais agréable d'ouvrir les yeux pour voir apparaître à l'horizon les nuages sombres de la menace de guerre.

Mais aujourd'hui comme hier, c'est à nous, communistes marxistes-léninistes, que revient la tâche de dire la vérité aux travailleurs. A nous de dire clairement ce que prépare l'URSS de Brejnev ! Dans ce travail, certes, nous nous heurtons à de nombreuses incompréhensions mais n'ayons pas peur de marcher pendant un temps à contre-courant !

Ne nous effrayons pas des injures que le Kremlin et ses propagandistes peuvent faire pleuvoir sur nous et sur les forces authentiquement pacifiques du monde ! Elles prouvent seulement que notre travail leur porte un coup et qu'il contribue donc à retarder la guerre.

On a vu ces derniers temps se multiplier les attaques contre la politique extérieure de la grande Chine socialiste et certains la taxer de « belliciste », de « fauteur de guerre ». Par exemple, quand un traité de paix a été signé entre le Japon et la Chine, le Kremlin a poussé des hurlements et accusé la Chine d'impérialisme. Mais depuis quand donc un traité de paix, qui, en plus dénonce toute ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, est-il un acte de bellicisme ? On a aussi entendu dire que la visite de Houa Kouo-feng en Roumanie et en Yougoslavie a attisé le feu de la guerre dans les Balkans. Mais depuis quand donc le développement de relations amicales entre deux pays sur la base des principes de la coexistence pacifique et en particulier de la non-ingérence est-il un acte belliciste ?

Nous, communistes marxistes-léninistes de France, nous réjouissons profondément de ces succès de la diplomatie chinoise, que nous analysons comme une politique offensive pour développer les facteurs de paix, et ainsi, pour retarder la guerre. Nous voyons dans la Chine socialiste le plus solide rempart contre l'impérialisme et l'hégémonisme, le plus sûr bastion des forces de paix.

La défense de la paix et la lutte mondiale contre l'hégémonisme soviétique sont deux aspects d'une seule et même tache, qui concerne le monde entier. Ce n'est pas en se retirant dans sa tour d'ivoire, avec l'illusion d'y trouver le plus sûr abri, que l'on peut défendre efficacement la paix. Seule l'union la plus large de toutes les forces qui veulent réellement la paix permettra de la défendre. Et ceci n'est nullement incompatible bien au contraire, avec l'objectif pour la réalisation duquel nous luttons dans notre pays : le triomphe de la révolution et l'instauration de la dictature du prolétariat. Car sans indépendance nationale, la victoire de la révolution prolétarienne serait un leurre et si nous luttons pour l'indépendance nationale, ce n'est pas pour y perpétuer le pouvoir du Capital, mais bien pour le renverser, conformément aux intérêts de la classe ouvrière et des larges masses populaires.

Luttons pour contribuer à l'édification du front uni le plus large contre l'impérialisme et l'hégémonisme !

Dénonçons sans relâche la politique d'apaisement envers les visées agressives de l'Union soviétique !

Soutenons résolument tous les pays victimes ou menacés par l'expansionnisme soviétique !

Vive l'unité des peuples du monde contre l'impérialisme et l'hégémonisme !

Vive l'unité du Mouvement communiste international !

Et vive la révolution prolétarienne mondiale !

Face à la menace soviétique, l'ambiguité de la politique de Giscard

« La France applique les principes de la détente qu'elle a contribués à dégager et auxquels elle demeure profondément attachée. Quelles qu'en soient les vicissitudes ou les accrocs, cette politique demeure la seule raisonnable. » Voilà ce que déclarait, mercredi dernier, le ministre des Affaires étrangères, De Guiringaud, devant l'assemblée générale de l'ONU. Le thème de la détente, développé à profusion par l'URSS comme un écran de fumée destiné à masquer ses préparatifs de guerre, est ainsi promu au rang de principe de base de la politique étrangère française. A l'occasion de l'anniversaire de la criminelle capitulation de Münich à laquelle le gouvernement français de l'époque prit une si large part, il est utile d'examiner l'attitude du gouvernement Giscard et des milieux dirigants de la bourgeoisie française à l'égard du nouveau fauteur de guerre qu'est l'URSS.

Tantôt s'opposant avec une certaine fermeté aux ambitions de Moscou, tantôt faisant preuve de conciliation, voire de complaisance, la politique française à l'égard de l'URSS présente des facettes contradictoires.

Cette attitude complexe dans laquelle il convient de faire la part des déclarations et des actes, des intentions et des effets, n'est que l'expression des intérêts de classe de la bourgeoisie impérialiste française

S'agissant des actes et des mesures politiques qui marquent l'opposition à l'URSS, on pense, en premier lieu, à la force de frappe.

Sa mise en œuvre par la France eut le mérite de contribuer à briser le monopole russo-américain des armes atomiques, monopole qui était entre leurs mains un instrument de chantage contre les peuples. Ce dispositif de dissuasion nucléaire français, tout entier orienté vers l'Est, va d'ailleurs être renforcé d'un sixième sous-marin comme l'a annoncé Giscard au début de la semaine.

Va dans le même sens, la position de la diplomatie française qui s'oppose depuis une quinzaine d'années aux manœuvres américano-soviétiques (et spécialement soviétiques) sur la question du désarmement. C'est seulement aujourd'hui que la France participera à la conférence de l'ONU sur le désarmement (la décision fut annoncée à l'issue du conseil des ministres cette semaine), le préalable français, à savoir l'abolition de la co-présidence USA-URSS, imposé jusqu'alors à cette instance, ayant été réalisé suite à la pression de la majorité des pays.

Il existe un autre domaine dans lequel le gouvernement français mène une politique d'opposition directe, y compris militaire, à l'expansion soviétique, c'est l'Afrique.

Quant au développement des relations avec la République populaire de Chine, il constitue un autre aspect de la politique française qui va à l'encontre des visées hégémonistes de l'URSS.

Le caractère d'opposition à la politique soviétique, de ces orientations, se trouve amplement confirmé par les réactions rageuses qu'elles suscitent à Moscou.

Pour autant, il serait faux d'en conclure que la bourgeoisie française mène une politique d'opposition résolue au social-impérialisme. On est même très loin du compte. C'est mue par ses seuls intérêts de classe que notre bourgeoisie est amenée à s'opposer, dans certains domaines, à l'URSS. A l'inverse, ses mêmes intérêts la conduisent à mener dans d'autres domaines une politique dont l'URSS ne peut que se féliciter.

De Guiringaud, toujours dans le même discours prononcé mercredi à l'ONU, déclare, par exemple, que la France se félicite du développement des relations avec la Chine, mais seulement après avoir indiqué : « Mon pays affirme son attachement à la coopération avec l'Union soviétique. »

Un attachement qui est à la mesure des profits que les monopoles français peuvent réaliser en commerçant avec l'URSS et en lui concédant du crédit. Il s'agit là d'une activité tout à fait néfaste puisque ces crédits occidentaux ne servent qu'à une chose : amener de l'oxygène dans une économie soviétique toute entière tournée vers les préparatifs de guerre.

Dans le chapitre des gestes de conciliation et de complaisance vis-à-vis de l'URSS, on peut relever le rôle non-négligeable joué par le gouvernement pour fabriquer et entretenir le mythe de la « détente ». On peut également noter les réactions singulièrement molles du gouvernement face aux violations constantes par les Soviétiques de l'espace aérien ou des eaux territoriales (quand, par exemple, les sous-marins russes sont identifiés aux abords de l'île Longue, siège de la « force océanique stratégique » française). Même mollesse quand les fameux chalutiers soviétiques portent atteinte avec arrogance aux intérêts des marins-pêcheurs bretons, etc.

Dans ce chapitre encore, il faut rappeler les appels de dissidents soviétiques demandant au peuple de France de dénoncer Giscard *« qui a une attitude très critiquable sur la question des droits de l'homme »*.

Bien entendu, la possibilité pour les monopoles de faire de bonnes affaires avec Brejnev explique la discrétion de leur gouvernement à l'égard de la répression fasciste qui sévit en URSS.

De curieux accords culturels ont même pour effet de prêter le réseau de télévision comme support à la propagande soviétique.

Tout au plus, assiste-t-on à des dénonciations partielles et épisodiques de la politique de Moscou. En effet, le plus souvent, quand la bourgeoisie parle de l'URSS, c'est pour l'utiliser comme un épouvantail contre le socialisme et nullement pour alerter l'opinion sur sa véritable nature impérialiste et agressive.

Agissant ainsi, la bourgeoisie fait-elle preuve de myopie ou d'un piètre esprit de calcul ? Tout comme il y a quarante ans, une seule chose l'inspire dans toute sa politique, y compris étrangère, c'est la réalisation de ses intérêts égoïstes de classe exploiteuse. C'est à ce seul critère qui n'a rien à voir avec les intérêts de notre peuple que répond son attitude à l'égard de l'URSS.

Pierre MARLEAU

Des chiffres parlant

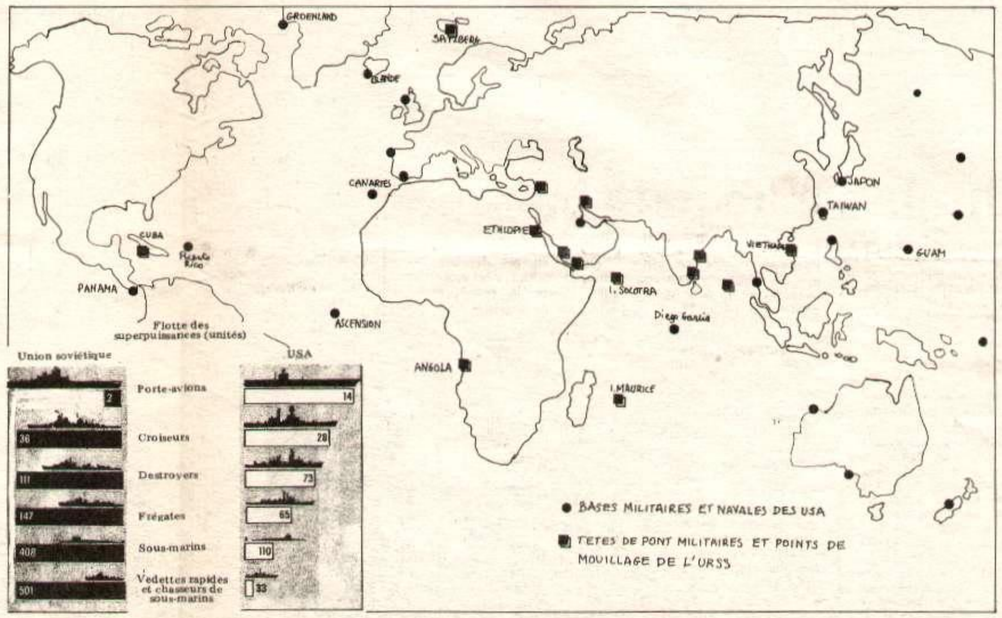
Différence en pourcentages entre les dépenses militaires de 1967 et celles de 1977 (en francs constants.

Source : Stockholm International Peace Institute 1978)

OTAN	moins 11 %	Pacte de Varsovie	plus 28 %
USA	moins 24 %	URSS	plus 19 %
OTAN sans USA	plus 20 %	PACTE DE VARSOVIE (sans URSS)	plus 115 %
RFA	plus 18 %	RDA	plus 206 %
Grande-Bretagne	plus 3 %	POLOGNE	plus 104 %
FRANCE	plus 16 %		
CHINE	plus 17 %		
MONDE	plus 13 %		

Nota : le pourcentage de l'URSS paraît assez faible. En réalité, l'augmentation est très importante car le pourcentage porte sur un chiffre énorme. L'URSS dépense 23 % de l'ensemble des dépenses mondiales d'armement.

'URSS a massé en Europe de l'Est des forces militaires bien supérieures aux forces occidentales (USA compris). Elle se livre également, comme le montre la carte du monde, à une vaste offensive pour mettre la main sur un certain nombre de points stratégiques qui lui permettraient de contrôler l'approvisionnement de l'Europe en pétrole : en Afrique, dans la mer Rouge, dans le golfe Persique.



Le déploiement des forces navales des deux superpuissances. Leur but : s'assurer la domination des mers pour contrôler les sources d'énergie. Deux points à noter : la supériorité de la flotte soviétique, très nette – à l'exception des porte-avions – et le fait que les bases américaines sont anciennes – certaines ont déjà disparu comme celles du Vietnam – tandis que le déploiement naval soviétique est récent et en plein expansion.

Ce que le Comité central du PCF ne veut pas voir : la présence des Russes et des Cubains en Afrique et la lutte des peuples africains contre les Soviétiques.

Le Comité central du PCF fait l'éloge de l'URSS ... et condamne l'Europe

AUJOURD'HUI tous les partis politiques français sont appelés, à l'approche des élections pour le Parlement européen, à repréciser leur position sur le Marché commun et l'Europe. La façon dont ils considèrent l'URSS et les USA influence grandement la façon dont ils considèrent l'Europe. Le PCF n'a pas échappé à cette loi. C'est ainsi que l'on a vu Fiterman, devant le Comité central, faire l'éloge (sans contre-partie) de l'URSS avant de s'opposer à l'élargissement de la Communauté européenne.

Commençant son rapport par un tableau de la situation internationale, Fiterman en est vite venu à l'URSS : « *Dans le même temps, les pays socialistes ont poursuivi leur croissance économique, continuant à affirmer dans le monde – et nous ne saurions le perdre de vue – un rôle primordial en faveur du progrès et de la paix.* »

Le fait que Fiterman ait défini en une seule phrase la façon dont le PCF voit l'URSS donne à cette analyse un caractère condensé particulièrement frappant. Au-delà des longues analyses d'un ouvrage comme « *l'URSS et nous* » et des contours, le Comité central soutient l'URSS. C'est clair.

Fiterman soutient aussi l'intervention russe en Afrique, en Angola notamment, et le poids de l'influence russe sur le Vietnam, qui a eu pour conséquence d'intégrer l'économie vietnamienne dans le Comecon dominé par Moscou et de lancer le Vietnam dans des agressions contre la Chine et le Kampuchea.

C'est au nom aussi de cet alignement sur Moscou en politique étrangère que Fiterman, au nom du Comité central, s'oppose à l'élargissement du Marché commun. Il donne à ce refus deux types de raisons.

La première raison serait la défense des intérêts des travailleurs français menacés par le Marché commun et son élargissement, surtout la défense des petits paysans. Il est vrai que la crise actuelle pèse lourd sur les travailleurs, sur les petits paysans, qu'ils soient Italiens, Français ou autres. Ils sont déjà entrés en lutte contre ses conséquences néfastes comme l'on fait les paysans du sud de la France par exemple, comme ils sont entrés en lutte contre toutes les conséquences du capitalisme et de l'exploitation nationale et internationale. Car la menace qui pese sur les travailleurs, c'est bien le capitalisme : le système et sa logique de crise, de chômage, de licenciements et non tel ou tel pays entrant dans le Marché commun.

Mais la deuxième raison pour laquelle le PCF refuse l'Europe est d'ordre international. C'est, dit Fiterman, « la raison de fond ».

Il est évident, pour qui réfléchit honnêtement, que le regroupement de plusieurs pays européens est dû à leur volonté d'unir leurs intérêts économiques de capitalistes européens pour être plus forts dans le monde, plus forts face aux grands concurrents internationaux de la France, de la RFA, etc. Or, qui sont ces deux grands concurrents si ce ne sont avant tout, là encore l'URSS et les USA ? C'est face à eux que les pays du Marché commun veulent s'unirent pour défendre leurs intérêts économiques et politiques.

C'est à ce niveau que le bât blesse, pour Fiterman. Le Comité central défend l'URSS, il doit donc s'opposer en toute logique au Marché commun, ce qu'il fait. Pour cela, il présente le Marché commun comme inféodé à l'Allemagne de l'Ouest et aux USA, position identique à celle de Moscou : « *En premier lieu, la RFA dispose d'une forte position commerciale, d'une forte position financière que la zone mark transformerait en hégémonie.* » Mais le danger « d'hégémonie » vient-il de la RFA aujourd'hui comme il y a quarante ans ? Non. Mais bien plutôt de l'URSS. Fiterman passe cela sous silence, vu qu'il vient de faire quelques lignes plus haut l'éloge de l'URSS, non pas puissance hégémonique, mais « force de paix »...

« *En second lieu, les USA continuent à disposer de moyens politiques, monétaires, technologiques, commerciaux de domination, qu'ils peuvent d'autant plus utiliser qu'on ne décèle parmi les dirigeants Ouest-européens aucune volonté réelle d'indépendance.* »

Ici, on fait un gros mensonge, monsieur Fiterman. Le Marché commun, l'ECU monnaie européenne, le développement d'industries de pointe en France vers l'exportation, ont bien pour but de s'opposer aux USA et de les concurrencer, d'un point de vue capitaliste, d'assurer une « indépendance économique ».

Faut-il préciser que dans cette deuxième raison de « fond », il n'est pas fait allusion non plus aux moyens de pression dont dispose l'URSS... et pour cause.

Il ne nous reste plus qu'une seule question à poser : comment les militants de base du PCF et ses électeurs, qui ont mis quelque espoir dans la parution du livre « l'URSS et nous » et pensaient que leur parti prenait de vraies distances par rapport à l'URSS, comment ces camarades donc jugeront-ils le rapport Fiterman ? Ils ne peuvent que le rejeter.

Philippe LECLERC

Indemnisations chômage

La collaboration de classe ne paie pas

LE conseil d'administration de l'UNEDIC, organisme qui gère les fonds de l'assurance-chômage, se réunit ces jours-ci pour tenter de trouver une solution à son problème de trésorerie : comme le nombre de chômeurs augmente sans cesse, même si plus d'un tiers d'entre eux ne sont pas indemnisés, un trou de 1,5 milliard de francs est apparu dans la caisse.

Les patrons et le gouvernement refusent d'augmenter leur participation au fonds, sauf si le principe est acquis de verser une indemnisation progressive (ou plutôt dégressive) aux chômeurs qui reçoivent 90 % de leur salaire. Au moment où aucune création d'emploi d'importance n'est envisagée, cette mesure serait, disent-ils, « *plus incitative* » à la recherche d'un emploi !

Réduire l'indemnisation du chômage quand il augmente, voilà qui prouve bien l'intention du gouvernement quand il a décidé de créer les 90 % : non pas pour indemniser le chômage mais pour se donner les moyens d'un premier répit devant la montée des luttes contre les licenciements.

C'était bien, comme le disait la CGT à l'époque, « *le résultat direct de la lutte* », mais pas dans le sens où le présentait Séguy : pas un acquis, mais une attaque sournoise, le résultat d'une compromission. C'était freiner la lutte qui s'engageait, très vive, contre les fermetures d'usines et les licenciements collectifs et donner le temps au gouvernement d'« habituer » les travailleurs au chômage.

Cette mesure a été créée dans un contexte économique et social bien particulier : celui du ralentissement de l'économie dès l'automne 1973 et dont une des premières conséquences sera le licenciement de 3 000 travailleurs chez Chrysler, au printemps 1974.

Après les élections présidentielles de mai et la mise en place du gouvernement Giscard, les premiers effets de la crise se font véritablement sentir : les statistiques officielles donnent, en mai 1974, 110 600 demandeurs d'emploi ; les autorisations de licenciements collectifs de plus de vingt personnes sont passées de 1 834 en mars à 3 371 en mai et le phénomène s'accentue encore puisque le nombre de chômeurs, en septembre, atteint le chiffre de 542 100 ! Une progression énorme et très rapide, même si les chiffres nous paraissent bas aujourd'hui à côté du 1 200 000 demandeurs d'emploi officiels.

Et cette première vague de licenciements rencontre une opposition farouche des travailleurs, dont Lip est le symbole. Des milliers de travailleurs manifestent à Annonay contre la fermeture des tanneries, à Rouen pour Francia, à Marseille pour Titan-Coder, en Bretagne, au Havre pour le « France », à Toulouse pour l'aérospatiale... D'autres luttes se développent aussi dans les banques, aux PTT, et pendant tout l'été, les manifestations de paysans se multiplient pour obtenir un meilleur prix de vente des produits agricoles.

Toutes les prévisions permettent de penser que ce n'est que le début, le début de la crise et le début des luttes ; c'est pourquoi le gouvernement lance sa proposition d'indemniser les salariés licenciés pour raison économique à 90 % de leur salaire. Une mesure qui permet de voir venir et qui, de toute façon, ne s'applique pas à un grand nombre de chômeurs étant donné les conditions restrictives à son application (175 128 en juillet 1978).

Quand on voit quelle concession les dirigeants syndicaux ont « arrachées » aux patrons lors des discussions qui ont précédé la signature, on comprend encore mieux leur nature de collaboration de classe : ils ont obtenu que la mesure soit étendue aux licenciements individuels... Bonne manière pour les patrons de se débarrasser d'un militant trop gênant sans provoquer une réaction trop vive de la part de ses camarades.

C'est pourquoi à l'époque, nous avions vivement dénoncé cet accord de collaboration de classe.

Et aujourd'hui, quand « l'effet psychologique » a réussi en grande partie grâce à la caution de la CGT et de la CFDT, et quand la mesure commence à coûter vraiment trop cher, eh bien plus personne ne veut payer et le patronat commence un nouveau chantage pour revenir en arrière.

Quand on met le doigt dans l'engrenage, le bras y passe...

L'HUMANITE ROUGE – Samedi 30 septembre et dimanche 1er octobre 1978

La rentrée scolaire dans le Val d'Oise

Les parents séquestrent les directeurs
Les enseignants suivent la grève générale du jeudi 28 septembre

Les parents sont bien déterminés à poursuivre leur action. Jusqu'à présent, ils ont fait la grève scolaire, soutenu celle des enseignants. Ces moyens d'action leur ont permis parfois que leurs revendications soient satisfaites : des institutrices ont été employées par l'inspecteur académique.

Mais dans le Val d'Oise, les parents n'ont toujours pas obtenu satisfaction. Ils demandent que 37 classes de primaire et de maternelle ouvrent et s'opposent à la fermeture de quinze autres classes. C'est pourquoi ils occupent cinquante écoles. Jeudi 28 septembre, la grève générale était suivie par tous les enseignants à l'appel du SNI (Syndicat national des instituteurs) dans le Val d'Oise.

A Argenteuil, les parents, qui occupent l'école Langevin pour s'opposer à la fermeture d'un cours préparatoire, se sont or
ganisés pour garder les enfants le jeudi 28 pour ne pas briser la grève des enseignants qui se retrouveraient avec la charge d'enfants.

A Survilliers, les parents ont séquestré les directeurs de l'école du Colombier et Jean-Jaurès. A celle du Colombier, il n'y a que quatre instituteurs pour 155 élèves (donc à peu près quarante élèves pour chaque classe) et à Jean-Jaurès huit enseignants pour 255 élèves (un peu plus de 30 pour chaque instituteur). Les parents et les instituteurs sont bien déterminés à obtenir satisfaction, d'autant plus que les locaux sont là pour accueillir les nouvelles classes.

Pour une coordination nationale des élèves infirmières

Suite à l'article paru dans l'*Humanité rouge* quotidien numéro 927, sur la formation des élèves-infirmier(e)s, je voudrais signaler comment les écoles de Bretagne et des Pays de Loire ont commencé à s'organiser pour améliorer leur situation, et pour obtenir un statut clair et définitif:

La situation décrite dans l'article est tout à fait vraie :

— Pas de statut clair

— Elèves - infirmier (e) s égale personnel bon marché, servant d'appoint en période de vacances surtout, masquant le manque criant d'effectifs.

— Encadrement insuffisant durant la formation

— Sélection par l'argent à l'entrée de l'école.

Ce constat est celui que font les écoles de Bretagne et des Pays de Loire dans leur ensemble. C'est pourquoi elles se sont organisées au niveau régional depuis maintenant deux ans passés, en coordination des écoles de Bretagne.

Le 9 septembre dernier, la coordination s'est réunie à Pontivy (Morbihan). Une école des Pays de Loire y était présente aussi. Après une analyse rapide de la situation de l'élève-infirmier(e), elle s'est prononcée sur la nécessité de la création d'une coordination nationale dont le but serait :

— De regrouper au niveau national les écoles d'infirmier(e)s

— D'établir un projet de statut national

— D'organiser l'action pour y aboutir

Actuellement, même s'il existe des différences de statuts (la coordination Bretagne s'est prononcée pour le statut de travailleur en formation, des écoles des Pays de Loire pour un projet d'indemnisation des études), il est nécessaire de s'unir et de lutter sur une plate-forme commune.

Jusqu'ici, les luttes ont été nombreuses autant contre les mesures de repression visant des élèves combatifs que pour l'obtention d'un statut juste. Mais bien souvent elles étaient isolées, à part quelques exceptions : Rennes par exemple, le 30 novembre 1977, qui regroupait 14 écoles et 500 élèves environ. Nous avons là, la preuve que seul le rapport de force peut faire changer la situation ; car au niveau du ministère de la Santé, aucune réponse favorable n'a filtré pour le monde : c'est toujours comme s'il n'y avait jamais eu de problèmes.

C'est pourquoi, alors que la coordination réunie à Pontivy se chargeait d'organiser la première coordination nationale, c'est avec joie que l'on apprend en ce moment que de leur côté, la coordination Rhône-Alpes a organisé la session nationale et invité toutes les écoles à y participer, et ce dès la Toussaint.

A l'ordre du jour de cette réunion, il y aura :

— A définir le fonctionnement de la coordination nationale,

— A élaborer un statut commun,

— Organiser l'action au niveau national,

Le mouvement des élèves-infirmier(e)s s'organise et c'est avec confiance en l'avenir que les délégués des élèves pourront se rendre à cette coordination nationale.

Je propose d'ailleurs à ceux et celles qui apprendraient par le quotidien la tenue de cette session et qui seraient intéressés au niveau de leur école de se mettre en contact avec : Secrétariat du comité de coordination régionale des élèves-infirmier(e)s de Bretagne
21, route du Croissant
Ploujean 29210 Morlaix

De plus en plus, et partout, les élèves-infirmières luttent pour obtenir un statut.

Un redémarrage d'entreprise sans aucun licenciement !

Extrait du bulletin « Servir le peuple » de nos camarades d'Uckange.

Sur le carreau de l'ancienne mine de Boulange, en Lorraine, depuis avril, les cinquante travailleurs et travailleuses de Megural occupent leur entreprise (traitement de l'aluminium).

Aujourd'hui, suite à de nombreuses négociations avec un ancien actionnaire, représentant de la nouvelle société Normelox, ***un redémarrage*** de l'entreprise est envisagé dans les prochaines semaines, ***avec reprise progressive de l'ensemble du personnel.*** La bataille n'est pas encore totalement gagnée, car beaucoup de problèmes restent en suspens, en particulier la représentation syndicale du personnel et les conditions générales de travail.

Cette lutte suit l'exemple de Sotracomet et Soloci, qui, eux aussi, suite à la lutte ont su imposer un redémarrage industriel.

Cependant ***rien n'est jamais réglé*** une fois pour toutes, la lutte est nécessaire à tout moment, Soloci est là pour nous le rappeler puisqu'aujourd'hui la direction annonce le licenciement de quinze personnes.

Nous appelons tous les travailleurs à rejeter le défaitisme et à s'unir pour imposer le droit au travail !

– ***Pas une usine fermée sans occupation !***

– ***Par l'occupation, dans l'unité, la lutte fait reculer les patrons !***

L'emploi des vacataires à l'université est menacé

Un nouveau décret du secrétariat aux Universités, dont Madame Saulnier-Seïté est ministre, vient de sortir au Journal officiel. C'est une attaque sans précédent contre toutes les catégories d'enseignants du supérieur.

Tous les assistants (non-titulaires de l'enseignement supérieur) sont obligés de demander, dès cette rentrée, le renouvellement de leur poste. Or, seul le recteur, fonctionnaire détenant la plus haute autorité dans une université est habilité à renouveler les postes des enseignants. Il pourra se livrer à toutes sortes de magouilles.

Ce renouvellement n'offre, par ailleurs, aucune garantie d'emploi et aucune perspective de titularisation.

Pour les assistants qui n'auront pas leur poste renouvelé cette année, ils seront mis à la disposition de leur administration d'origine pour ceux qui appartiennent à un corps de fonctionnaire, pour les autres ce sera le chômage.

D'autre part, l'enseignement sera considérablement alourdi ; les enseignants auront quinze heures de travaux dirigés ou trente heures de travaux pratiques à effectuer, leur travail va augmenter de 150 % ceci va réduire d'autant plus le temps consacré à la recherche.

– L'enseignement supérieur se décompose en cours magistraux, en travaux dirigés et en travaux pratiques.

Face aux offensives de Madame Saulnier-Seïté pour démanteler le corps enseignant, les syndicats des enseignants universitaires se préparent à la riposte.

A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu' organe central du P.C.M.L
Abonnements spéciaux pendant une durée de 1 mois:15 francs
l'abonnement de 1 mois

PRENEZ CONTACT
avec
Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse .....
Code postal : .....

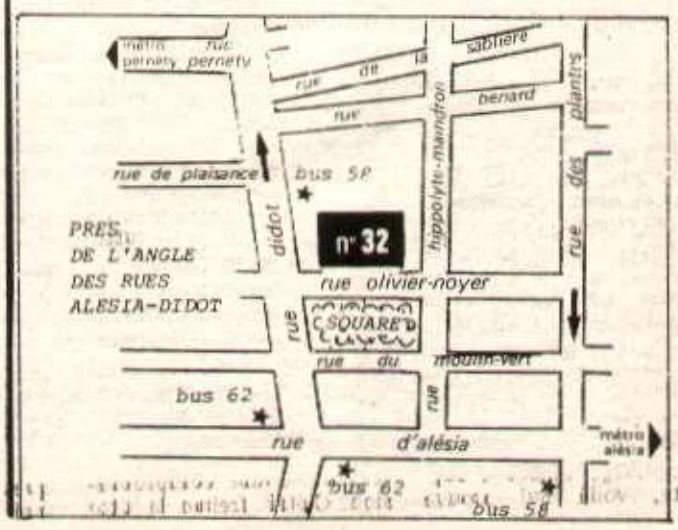
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

JOURNEES COMMEMORATIVES
à l'occasion du
18e ANNIVERSAIRE de la FONDATION du PARTI COMMUNISTE du KAMPUCHEA

Samedi 30 septembre & Dimanche 1 octobre 1978
de 9h30 à 23h
au 32 rue Olivier-Noyer, Paris 14ème – Mo: Alesia ou Pernety

PROGRAMME
* EXPOSITION DE PHOTOS * PROJECTION DE 3 FILMS :
1."PEUPLE HEROÏQUE"
2."KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE"
3."LA VERITABLE NATURE DE L'AGRESSION VIETNAMIENNE CONTRE LE KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE"
* MEETING : SAMEDI 30 SEPTEMBRE 1978 à 14H

SERA CORDIALEMENT INVITE LES CAMARADES ET LES AMIS ETRANGERS DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE



Daladier et Chamberlain signent l'accord de Munich.

Le lendemain des accords de Munich, les nazis sudètes abattent les poteaux frontières de la Tchécoslovaquie.

Munich !

Comment les 29, 30 septembre 1938, les «défenseurs» de la démocratie occidentale - Chamberlain et Daladier - livrèrent la Tchécoslovaquie aux nazis

AU printemps 1938 il y a plus de 5 ans que Hitler est au pouvoir. Depuis ce temps-là combinant manœuvres diplomatiques et agressions militaires l'Allemagne nazie est devenue le premier fauteur de guerre.

En ce printemps 1938, les dangers de guerre se font plus pressants que jamais. L'Autriche a été purement et simplement annexée.

L'AUTRICHE NAZIFIÉE

Le 14 mars, Chamberlain fit un discours à la Chambre des communes (le Parlement anglais) discours dans lequel il reconnaissait comme un fait accompli l'invasion et l'annexion de l'Autriche dans la « grande Allemagne ».

Il en fut de même pour le gouvernement français.

D'ailleurs les gouvernements français et anglais avaient refusé les accords que leur proposait l'URSS de Staline pour s'opposer conjointement au militarisme et au fascisme nazi.

Ils espéraient en fait pouvoir à force de concessions détourner la menace vers l'Est et faire abattre du même coup l'URSS socialiste de l'époque.

PRÉPARATION DE L'AGRESSION CONTRE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Bien évidemment l'appétit de l'ogre fasciste n'était pas apaisé. Bien au contraire, l'inaction des prétendues « démocraties » occidentales l'avait encouragé à continuer.

Un plan d'attaque contre la Tchécoslovaquie avait déjà été établi le 24 juin 1937 par le maréchal Von Blomberg sur ordre d'Hitler. Il s'agissait d'une attaque-surprise. Hitler avait même fixé la date pour 1938.

La Tchécoslovaquie était un État créé par le traité de Versailles. Deux noms dominèrent sa vie politique à partir de 1918 : Thomas Garrigue Masaryk, premier président de la République et Édouard Benès, second président à partir de 1935.

Ce nouvel État était composé de plusieurs nationalités ce qui ne manquait pas de poser des problèmes. On comptait en effet 2,5 millions de Slovaques, 1 million de Hongrois, 500 000 Ruthènes, 3 250 000 Allemands des Sudètes (région du nord de la Tchécoslovaquie).

En 1933 profitant du fait que ce problème des nationalités n'était pas réglé équitablement et de l'accession de Hitler au pouvoir, un dénommé Henlein avait fondé le SDP (en français le Parti sudète allemand).

PREMIERE PHASE DE L'OPÉRATION

Ce parti fut financé secretement par le ministère des Affaires étrangères d'Allemagne. (15 000 marks par mois). Henlein se rendit chez Hitler seulement quinze jours après l'annexion de l'Autriche.

Hitler joua à fond la carte de Henlein et son comportement à l'égard du gouvernement tchèque fut d'autant plus ferme qu'il savait que Britanniques et Français faisaient pression sur Benès pour qu'il fasse des concessions aux Allemands des Sudètes. Le week-end du 20 mai fut extrêmement important, les événements se précipitèrent. Bien des observateurs pensaient que la guerre était pour bientôt. Le 20 mai en effet l'OKW (Ober Kommando der Wehrmacht), le haut état major allemand établit un nouveau plan d'attaque contre la Tchécoslovaquie indépendante. Des « fuites » parvinrent jusque chez les gouvernements des « démocraties » occidentales.

Comme pour l'Autriche, la propagande nazie par Goebbels interposé inventa des crimes tchèques etc, tentant de justifier une intervention armée ayant pour but de « protéger » les Allemands des Sudètes.

Finalement, l'attaque fut repoussée, les gouvernements européens (français et anglais) firent preuve pour une fois de résistance et les troupes tcheques furent mobilisées.

Mais ce n'était que partie remise. L'impérialisme allemand prépara ses plans. Hitler ordonna le 28 mai :

« 1) De préparer une intervention militaire contre cet État (NDLR — La Tchécoslovaquie)

2) D'accroître et d'accélerer considérablement la construction de nos défenses à l'Ouest... Pour commencer, il convenait d'envisager la mobilisation immédiate de 96 divisions. » (1)

DEUXIEME PHASE DE L'OPÉRATION

Les nazis poursuivaient leurs plans d'attaque systématique mais n'étaient pas sûrs de l'attitude qu'adopteraient la France et l'Angleterre.

Aussi incroyable que cela puisse paraître — et ceci montre bien l'esprit de capitulation des « démocraties » occidentales devant Hitler et les nazis — Chamberlain envoya Lord Runciman en Tchécoslovaquie lequel Runciman se répandit en gestes amicaux vis-à-vis des Sudètes allemands.

Bien plus ce même Runciman multiplia les pressions sur le gouvernement tchèque pour qu'il accepte les exigences du Parti sudète.

TROISIEME PHASE DE L'OPÉRATION

En fait, Hendersen, ambassadeur anglais à Berlin, était décidé à accepter tout ce qu'Hitler voulait concernant la Tchécoslovaquie. Le *Times* publiait un éditorial en date du 7 septembre allant dans le même sens. Benes, de son côté, était prêt à tout accepter des revendications des Sudètes (autonomie, etc.). Mais cela ne satisfaisait pas Henlein car cela cour-circuitait l'intervention nazie. C'est pourquoi toutes les dicussions furent rompues avec Benes.

Le 10 septembre 1938, Goering (maréchal allemand, fidèle d'Hitler) déclara à Nuremberg : *« Un minuscule segment de l'Europe tient en alerte la race humaine... Ces misérables pygmées* (les Tchèques) *oppriment un peuple cultivé* (les Sudètes allemands — NDLR) *; derrière eux, il y a Moscou et le masque éternel du diable juif. »* Ce qui en dit long à la fois sur le caractère agressif des nazis et sur la tranquillité dont ils témoignaient à l'endroit des gouvernements français et anglais.

Le 13 septembre 1938, Chamberlain envoya un message à Hitler dans lequel on peut lire : *« La situation devenant de plus en plus critique, je me propose de venir nous voir immédiatement afin d'essayer de trouver une solution pacifique. »* (2)

De fait, le rattachement des Sudètes était consommé.

MUNICH

La boucle était bouclée et tout alla très vite après ce télégramme. Les 29 et 30 septembre 1938, les « défenseurs » de la démocratie occidentale — Chamberlain et Daladier — livrèrent la Tchécoslovaquie pieds et poings liés aux nazis. Bien sûr, ces messieurs prétendirent avoir sauvé la paix, mais le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, moins d'un an plus tard, prouva que leur politique fut celle de la capitulation.

Les Tchèques ne participèrent même pas aux discussions et c'était leur sort qui était décidé.

Quant aux conséquences de cet accord, voyons ce qu'elles furent pour la Tchécoslovaquie :

- 1 700 kilomètres carrés allaient à la Pologne avec 228 000 habitants ;
- 19 500 kilomètres carrés allaient à la Hongrie avec 500 000 Magyars et 272 000 Slovaques ;
- L'Allemagne nazie s'empara de 28 600 kilomètres carrés où il y avait 2 800 000 Allemands et 800 000 Tchèques.

De fait, l'Etat tchécoslovaque avait cessé d'exister puisqu'il perdait 66 % de son charbon, 80 % de sa lignite, 86 % de ses produits chimiques, 80 % de son ciment, 80 % de ses textiles, 70 % de son fer et de son acier, 70 % de son énergie électrique, 40 % de son bois d'œuvre.

Ce qui permit à Jodl de l'OKW de dire : *« Le pacte de Münich est signé. En tant que puissance, la Tchécoslovaquie n'existe plus. »* (3)

CONCLUSION

Après Münich, il était évident pour les observateurs sincères, et ils existaient, que la guerre était désormais inévitable. Les nazis savaient maintenant qu'ils pouvaient aller plus loin et c'est ce qu'ils firent en 1939 lorsqu'ils finirent de démembrer la Tchécoslovaquie.

Un peu plus tard, ayant accumulé des forces, les nazis feront la guerre à la France et à l'Angleterre dont les gouvernements avaient commis tant de trahisons en espérant l'éviter. Après la Tchécoslovaquie, les autres peuples d'Europe feront les frais de cette politique d'apaisement et de trahison que Daladier et Chamberlain ont personnifié.

Yves LEPIC

(1) Discours au Reichstag du 30 janvier 1939.
(2) Dossiers du ministère allemand des Affaires étrangères Tome II page 754.
(3) Journal de Jodl

Directrice de publication : Suzanne Marty | Commission paritaire No 57952 | Distribution NMPP | Imprimerie La Nouvelle | Dépôt légal : 3e trimestre 1978